

N. I. Boukharine

Impérialisme et communisme

1936

.
Source : Imperialism and Communism, *Foreign Affairs*, New York, Vol. 14, 1936, n°4.

WH 1849

Impérialisme et communisme

IL EST bien connu que l'on a parfois parlé de prose sans avoir la moindre idée de ce que c'est. Cela vaut non seulement pour les personnages de la littérature française mais aussi pour les hommes politiques professionnels. Ainsi, à l'heure actuelle, une épidémie régulière de discussions fait rage dans certaines sections de la presse capitaliste pour trouver des explications aux actes d'agression qui menacent à nouveau de mettre le monde en guerre. Et on les découvre dans les facteurs naturels - territoire, matières premières, croissance de la population. Ces facteurs sont considérés comme tout à fait indépendants de la forme économique de la société et de la superstructure politique dans laquelle elle s'exprime. Dans ce langage, l'Allemagne, l'Italie, le Japon sont des "nations sans terre". La croissance naturelle de la population de ces États conduit nécessairement à la recherche de nouvelles terres et de nouvelles matières premières. C'est là, selon ce point de vue, que se trouvent les racines de la future guerre. C'est le destin, la destinée historique. Et le seul salut réside dans une redistribution du territoire.

Un plan de ce genre a été proposé par feu Frank H. Simonds dans un article intitulé « The "Haves" and "Have-Nots" » dans *The Fortnightly*¹. *The Economist*² a publié des tableaux détaillés montrant la répartition des terres et des matières premières entre les différents pays afin de prouver le droit de la Grande-Bretagne au *statu quo*. En France, les partisans fascistes d'un rapprochement avec l'Allemagne aux dépens de l'Ukraine soviétique s'indignent vivement des vastes territoires de l'Union soviétique et de la faiblesse relative de sa population. En Allemagne même, l'impérialisme est franchement proclamé comme le droit sacré des "Aryens" qui suffoquent par manque "d'espace" ("*Volk ohne Raum*"). Il va sans dire que "l'espace" nécessaire est recherché en Union soviétique, dont le gouvernement est d'ailleurs accusé de poursuivre la politique étrangère des tsars. En Italie et au Japon, des théories analogues sont devenues le credo des classes dirigeantes, qui les prêchent *ex professo*. La base de tous ces arguments - bien que la plupart de leurs auteurs n'en soient pas conscients - est la théorie dite de la "Geopolitik", particulièrement en vogue dans l'Allemagne fasciste. C'est par cette "prose" géopolitique que nous allons commencer notre analyse.

I. LA "GÉOPOLITIQUE" EN THÉORIE ET EN PRATIQUE

Il est inutile de préciser que les précurseurs de la géopolitique, par exemple l'historien anglais Buckle, se situaient à leur époque à un niveau scientifique bien supérieur à celui de leurs contemporains qui adhéraient à des conceptions théologiques du processus historique ; ils étaient capables d'expliquer par des facteurs matériels beaucoup de choses qui ne pouvaient être expliquées par des illusions célestes. En Allemagne, cette forme particulière de matérialisme géographique, ou plutôt de naturalisme géographique, a été développée par les fondateurs de ce qu'on appelle la "géographie politique", en particulier par Richthofen et surtout Ratzel. Ce dernier déclarait que l'explication du processus historique et de toute la politique résidait dans la taille, la position et les frontières d'un territoire donné ; dans la forme de la surface terrestre et du sol, avec sa végétation, ses

¹ Londres, juin 1935.

² Londres, 26 octobre 1935.

ressources en eau, etc. et, enfin, dans la relation du territoire en question avec les autres parties de la surface terrestre. Il soutenait "que les attributs de l'État sont composés de ceux du peuple et de la terre" ("*dass sich die Eigenschaften des Staates aus denen des Volkes und des Bodens zusammensetzen*"). Avant lui, Richthofen avait également introduit le facteur racial, en plus des facteurs d'ordre géophysique. L'école actuelle des "géopoliticiens" (nom inventé par l'impérialiste et théoricien politique suédois R. Kjellén), regroupée autour de la revue allemande *Zeitschrift für Geopolitik* et de son rédacteur en chef, le professeur Haushofer, reprend sensiblement les mêmes idées.

Mais alors que les vues de Buckle (dans la mesure où nous discutons de l'influence du climat, etc.) étaient progressistes en leur temps, aujourd'hui, après le matérialisme historique de Marx, les écrits des géopoliticiens contemporains semblent n'être qu'un babillage enfantin (sur le plan logique ; politiquement, ils sont loin de l'être).

En effet, la géopolitique nie carrément toute histoire. Des facteurs relativement constants comme le territoire, le sol, le climat (et les attributs raciaux que les sociologues biologiques considèrent également comme constants) ne peuvent servir à expliquer les changements historiques et sociaux. La "politique" ne naît pas du tout de la "terre", mais d'abord et avant tout des relations économiques. La "terre" influence sans aucun doute le processus historique ; mais elle le fait surtout par le biais du travail et de l'économie, qui exercent à leur tour une influence décisive sur la politique. Le territoire et les caractéristiques raciales des îles britanniques ont très peu changé depuis les années quatre-vingt-dix du siècle dernier, et on ne peut pas leur demander d'expliquer, disons, le passage rapide de la Grande-Bretagne du libre-échange à un tarif protecteur élevé. L'existence d'un monopole du commerce extérieur en U.R.S.S. ne peut être expliquée par les "steppes russes" ou par la soi-disant "âme slave". Mais le passage de la Grande-Bretagne à un tarif protecteur élevé peut très bien s'expliquer par la transition de son système économique vers le capitalisme monopoliste, avec ses trusts et ses syndicats ; et le monopole du commerce extérieur en U.R.S.S. peut très facilement s'expliquer par les particularités du système économique socialiste, avec son plan, et par les relations de ce système avec le monde extérieur. Les arguments concernant l'espace et le territoire *per se* [en soi] rappellent - si les adeptes de ces théories veulent bien excuser cette remarque - les gens qui cherchent des tarifs différentiels parmi les crabes ou du papier-monnaie dans les champs de blé.

Mais aussi ridicule que soit la géopolitique du point de vue de la logique, elle joue néanmoins un rôle réactionnaire très actif *in practice* [dans la pratique]. Elle fournit une excuse au fascisme belliqueux, une justification à la guerre et à l'impérialisme ; elle prêche de nouvelles conquêtes et des guerres d'intervention. C'est là que se trouve l'essentiel de la question, et non dans la sophistique poétisée quasi-moraliste dont les impérialistes voilent souvent leur prose.

II. LE "PERPETUUM MOBILE" DANS LES GUERRES

Dans son article que j'ai déjà mentionné, feu M. Simonds, après avoir vivement (et dans une large mesure avec raison) critiqué la Société des Nations, tire la conclusion que les territoires étrangers et les matières premières sont indispensables à l'Allemagne, à l'Italie et au Japon ; que toute tentative de persuader ces pays du contraire serait absurde ; et que la Société des Nations doit adopter la règle de la parité économique et procéder à une répartition équitable des ressources mondiales en territoires et en matières premières. Cela évitera une tragédie mondiale.

Vraiment ? Mais qu'en sera-t-il objectivement de ce plan, c'est-à-dire en dehors des intentions subjectives de ses auteurs ? Analysons ce plan des nouveaux "niveleurs".

Premièrement. Qui seront les *sujets* de ce marché ? Hélas ! Il ne s'agit pas de pays comme l'Égypte, la Chine ou l'Inde. Ils n'incluent pas non plus l'un des petits États indépendants comme la Tchécoslovaquie. Les sujets de l'accord seront les plus grandes puissances capitalistes.

Deuxièmement. Qui seront les *objets* de l'accord ? Apparemment, l'URSS et un certain nombre de petits pays indépendants tels que la Lituanie (car l'auteur du projet cherche à justifier les aspirations fascistes allemandes), la Chine (car la politique du Japon est également "justifiée") et les colonies (la politique de l'Italie trouve également une "justification" dans ce projet). Ainsi, en fait, il est proposé (1) de découper l'URSS ; (2) de détruire l'indépendance de petits pays, comme l'Éthiopie ; (3) de partager la Chine ; (4) de diviser à nouveau les colonies, comme autant de petites pièces jetées pour compléter une affaire. En d'autres termes, l'ensemble du plan est dirigé contre : (a) les ouvriers (l'U.R.S.S.) ; (b) les masses de la Chine densément peuplée (c'est-à-dire les semi-colonies) ; (c) les masses coloniales. *Cui prodest* ? Les plus grandes puissances capitalistes. Telle est la "justice" et la "moralité" du régime.

Troisièmement. Supposons que, par miracle, l'idée ait été mise en œuvre. Les grandes puissances capitalistes se sont partagé le butin entre elles (les autres, comme nous l'avons vu, sont des *quantités négligeables*) sur un "principe de base" de "parité" mondiale super-aristocratique." Mais que se passera-t-il le lendemain ? Telle est la question.

Il n'est pas difficile d'y répondre. Le simple fait que dans différents pays il y ait différents niveaux de puissance productive, différentes quantités de force de travail qualifiée, conduira à différents résultats dans la lutte pour le marché mondial. Aucune "autarcie" ne pourra empêcher un pays d'avoir recours à ce marché mondial, d'autant plus que le système capitaliste conduira inévitablement à la surproduction. La recherche de nouveaux marchés et de nouvelles sphères pour l'investissement du capital nécessitera de nouvelles redistributions des terres et des ressources. Et comme les barrières tarifaires, les trusts, les armées et les flottes ne disparaîtront pas, la chanson de la guerre éclatera à nouveau. Ainsi, ce qui est proposé n'est ni plus ni moins que la reproduction continue des guerres, un *perpetuum mobile* de catastrophes annihilantes. Le tableau est vraiment effrayant.

Quatrièmement. En plus de tout cela, le plan rappelle le vers sur le cheval de Roland :

Wunderschön war diese Stute, Leider aber war sie tot³.

C'est une utopie de plus. Les groupes de capitalistes les plus puissants qui exercent le pouvoir de l'État n'abandonneront pas leurs colonies au profit de leurs parents plus pauvres. Si l'Allemagne, le Japon et l'Italie ne peuvent être persuadés d'abandonner leur politique expansionniste, il y a tout aussi peu d'espoir de philanthropie de la part de la Grande-Bretagne, des États-Unis ou de la France. Quant aux travailleurs de l'U.R.S.S., ils ne voient absolument aucune raison de céder leur propriété commune à leurs plus farouches antagonistes de classe.

Cinquièmement. Les États capitalistes pourraient se demander si ce plan de nivellement ne contient pas les germes de ce que les diplomates japonais appelleraient des "pensées dangereuses." Car l'humanité est divisée non seulement horizontalement en États, mais aussi verticalement en

³ Cette jument était magnifique, mais malheureusement elle était morte.

classes. (Soit dit en passant, cette idée d'une redistribution, et d'un coup porté à la maxime "*Beati possidentes*" [*Heureux les possédants*], fait penser à toute la classe qui est constituée des "*possidentes*". Mais ici, il ne s'agit pas de redistribuer les usines et de répartir les machines entre les ouvriers, mais de la propriété commune des moyens de production. Et c'est le cours que prendra l'histoire).

III. QU'EST-CE QUE L'IMPÉRIALISME ?

Nous pouvons donc poser la question comme suit : La tendance actuelle à l'expansion violente qui se manifeste de façon si frappante au Japon, en Allemagne et en Italie est-elle une fonction purement naturelle de la terre et de la race, ou est-elle une fonction du système socio-économique ?

La question peut être examinée plus facilement en prenant l'exemple du Japon. La densité de la population au Japon est grande. Il y a peu de terres par habitant. L'émigration a toujours été très importante. Le professeur allemand Paul Berkenkopf, dans son récent ouvrage "*Sibirien als Zukunftsland der Industrie*" [*La Sibérie, pays d'avenir pour l'industrie*], utilise le fait même de la surpopulation ("*Druck der japanischen Übervölkerung*" [*La pression de la surpopulation japonaise*]) pour expliquer l'expansion impérialiste japonaise, en supposant toutefois que cette expansion se fera principalement en direction de l'Australie et des Philippines. Et il semblerait donc qu'ici comme nulle part ailleurs, les lois nues de la géopolitique soient déterminantes. Mais dans ce cas, comment expliquer la crise de surproduction ? Et comment expliquer le paradoxe qui veut que cette étrange profusion de produits pousse sans cesse les classes dirigeantes japonaises à une expansion plus intensive ? Que devient alors toute l'argumentation primitive selon laquelle là où il y a peu de terre, rien à manger, et trop de gens, il faut donc de nouveaux territoires ? Elle s'effondre tout simplement. De toute évidence, la question n'est pas du tout aussi simple. En réalité, il s'agit d'une forme bâtarde de capitalisme monopoliste *fin de siècle*, couplée à d'importantes survivances de la barbarie féodale : exploitation sauvage des ouvriers et des paysans, faim de terre de ces derniers, loyers exorbitants, pauvreté et, par conséquent, faible pouvoir d'achat des masses - tout cela conduisant au paradoxe de l'abondance et de la pauvreté, de la surproduction et de la quête de nouveaux territoires. Et ces phénomènes ne sont-ils pas propres au capitalisme dans son ensemble ? La chasse aux marchés, couplée à la surproduction et à la sous-consommation, n'est-elle pas un trait caractéristique du "mode de production" spécifiquement capitaliste ?

Ou prenez l'Allemagne. Nous entendons le refrain selon lequel il est absolument indispensable qu'elle vole de nouveaux territoires à l'URSS, car elle, l'Allemagne, est affamée de matières premières. Nous ne parlerons pas ici de l'industrie de guerre allemande, qui a pris des proportions gigantesques, qui engloutit d'énormes quantités de matières premières, et qui ne "pousse" nullement à partir des propriétés du "sol" allemand. Nous ne parlerons pas non plus des stocks de matières premières pour la guerre au détriment de la consommation, ni du sabotage de la part des paysans. Nous posons seulement la question élémentaire suivante : Pourquoi l'Allemagne n'*achèterait*-elle pas des matières premières à l'U.R.S.S. ? Cette dernière veut-elle un prix élevé ? Non, au contraire. De nombreuses personnes ont crié à tue-tête que l'U.R.S.S. pratiquait le dumping - tant les prix auxquels l'U.R.S.S. a vendu les matières premières sont favorables à l'acheteur. Mais le capital monopoliste allemand veut avoir la propriété monopolistique des matières premières

ukrainiennes pour l'autarcie militaro-économique, qui à son tour est une arme pour la poursuite de la lutte mondiale. Le "territoire", "l'espace" (les philosophes fascistes ont élevé la catégorie de "l'espace" cinq têtes plus haut que celle du "temps") ne produisent aucune politique *par eux-mêmes*. Ce sont des conditions socio-historiques précises qui mènent aux guerres.

M. Simonds a cité le dicton du signor Mussolini : « Pour nous, Italiens, le choix est entre l'expansion extérieure et l'explosion intérieure. » Et il a ajouté : « Et c'est pourquoi l'Italie et l'Allemagne, comme le Japon, se préparent à la guerre. » A propos de l'Allemagne, il a parlé encore plus clairement : soit une guerre de conquête, soit le communisme.

Admettons qu'il en soit ainsi. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie simplement que le communisme peut vivre sans guerre, alors que l'autre forme sociale, le capitalisme, par la bouche de ses propres politiciens et idéologues, déclare : Mieux vaut une guerre de conquête que le communisme. Cela ne fait que corroborer la proposition selon laquelle la guerre de conquête est une fonction de l'ordre social, qu'elle n'est pas une catégorie non historique directement liée à des facteurs géophysiques et biologiques.

La structure du capitalisme moderne doit être analysée scientifiquement, sobrement et sans préjugés. Les fascistes italiens affirment qu'il n'y a pas de capitalisme en Italie, mais un ordre particulier qui n'est ni le capitalisme ni le socialisme. Les partisans de Herr Hitler déclarent que dans leur pays, ils ont un socialisme national. M. Araki et les autres idéologues de l'agression japonaise parlent de la "voie impériale", des traditions particulières du Japon et de sa mission céleste : Dieu lui-même indique à M. Araki des plans stratégiques et tactiques précis. Le camouflage et le jonglage avec les mots constituent l'un des traits distinctifs de la profonde décadence sociale. Mais les faits restent les faits. Dans aucun des pays susmentionnés, un seul cheveu n'est tombé de la tête de l'oligarchie du capital financier. Herr Fried, dans son livre "*Das Ende des Kapitalismus*" [*La fin du capitalisme*], a dressé un tableau très graphique de cette oligarchie. Mais le régime hitlérien l'a laissée en totale immunité ; ces oligarques ont seulement été convertis (en paroles) en "chefs d'industrie" sur la base du "service public". Si l'on se rappelle que le philosophe le plus remarquable du fascisme, Spengler, considérait le corps des officiers des Hohenzollern et les fonctionnaires du gouvernement prussien comme l'incarnation du "socialisme", il n'y a vraiment pas lieu d'être surpris. N'a-t-on pas dit que "l'homme a reçu une langue pour cacher ses pensées" ?

Le même type de camouflage est observable sous une autre forme même dans les pays capitalistes à régime démocratique. Il n'y a pas si longtemps, par exemple, M. Thomas Nixon Carver, Pindare indiscret de la "prospérité", proclamait *urbi et orbi* qu'aux États-Unis tout travailleur est un capitaliste. L'extension ultérieure de la crise et du soi-disant "chômage technique" a donné une réfutation tragique de cet optimisme capitaliste.

Quel est en fait l'état réel des choses ? Et pourquoi cet état réel des choses donne-t-il lieu à des guerres impérialistes ?

Depuis les années 80 du siècle dernier, suite au triomphe de la production à grande échelle et de la centralisation du capital, la forme du capitalisme a changé. Du stade antérieur du capitalisme industriel, avec sa liberté de concurrence, son individualisme, son principe du *laissez faire, laissez passer*, il est entré dans le stade du capitalisme monopoliste (trusts, interpénétration du capital bancaire et du capital industriel, prix de monopole). La partition du monde a conduit à l'accentuation de la concurrence, à la politique de dumping (les pertes subies étaient compensées par des prix de monopole élevés sur le marché intérieur) et au système d'un tarif protecteur élevé. À son tour, le protectionnisme a intensifié l'exportation de capitaux (à la place des exportations de marchandises,

désormais entravées par les barrières tarifaires). La possession monopolistique des marchés, des matières premières et des sphères d'investissement en capital, ainsi que tout le système d'exploitation monopolistique, les tarifs douaniers, etc., basés sur la partition déjà accomplie des soi-disant "terres libres" (ce qui signifiait la fin du principe de la porte ouverte), ont conduit la concurrence capitaliste sur le marché mondial à acquérir de plus en plus clairement le caractère d'une pression par la force (*Machtpolitik*). Les possibilités réduites de "pénétration pacifique" ont été comblées par la politique brutale de la force armée.

En conséquence, la puissance étatique du capital, son "ingérence" dans la vie économique, acquiert une importance accrue. Nous assistons à la militarisation du système économique et à une intensification extrême de la tendance à l'autarcie économique, qui est également importante sur le plan militaire et politique pour déterminer la position de force (*Machtposition*) dans l'arène de la lutte mondiale. Ici, le motif interne est représenté par les intérêts du profit, qui, d'une part, maintiennent le pouvoir d'achat des masses laborieuses à un niveau extrêmement bas (même à l'époque de Ricardo, il était bien connu que le profit est inversement proportionnel aux salaires), et qui, d'autre part, forcent continuellement les marchandises et le capital à dépasser les limites de l'état donné, obligeant à une recherche constante de nouveaux marchés, de nouvelles sources de matières premières et de nouvelles sphères pour l'investissement en capital. Plus la contradiction entre les forces productives du capitalisme et l'appauvrissement de masse qui est immanent à ce système est grande, plus la concurrence mondiale s'intensifie, plus le problème de la guerre devient aigu.

La guerre impérialiste est l'expression de la politique expansionniste du capitalisme monopoliste. Telle est la signification spécifique, historiquement limitée, des guerres impérialistes. D'une part, le capitalisme monopoliste agit comme un frein au développement des forces productives (la décadence du capitalisme) ; d'autre part, il conduit à des catastrophes de la nature la plus dévastatrice.

Ainsi, toutes les guerres, même les guerres prédatrices, ne sont pas des guerres impérialistes. Les formes de société esclavagistes ont fait la guerre pour les esclaves ; les seigneurs féodaux ont fait la guerre pour la terre ; les marchands et les négociants ont fait la guerre pour les marchés et pour l'exploitation par le commerce et le pillage ("*Handel und Piraterie*", comme le disait Goethe) ; et ainsi de suite. L'impérialisme fait la guerre pour étendre la domination du capital financier d'un pays, pour les profits monopolistiques des trusts et des banques. Ses guerres sont universelles (car le monde entier est déjà partagé) ; ses guerres placent l'humanité entière devant un dilemme : soit la mort, soit le socialisme. *Hic Rhodus ! Hic salta !*

IV. L'IMPÉRIALISME ET L'U. R. S. S.

De ce qui précède, on comprendra combien il est insensé de parler de "l'impérialisme" de l'U.R.S.S., comme le font *con amore* les théoriciens fascistes et les "chercheurs" du type de M. von Kleinow. Une expression comme "l'impérialisme de l'U.R.S.S." est une contradiction dans les termes, comme "eau sèche" ou "cercles carrés".

Mais on peut se poser la question : L'URSS ne va-t-elle pas poursuivre une politique agressive, non pas en faveur du capital financier, mais contre lui ? Ne va-t-elle pas lutter pour l'expansion du socialisme ? Ici encore, commençons par un exemple.

Comme on le sait, l'empire des tsars occupait autrefois le territoire actuel de l'Union soviétique, plus la Pologne, plus la Finlande, etc. Il possédait encore plus de territoire et plus de "richesses naturelles" que l'U.R.S.S. Mais il était continuellement engagé dans des guerres de conquête. À la veille de 1914, il rêvait de s'emparer de Constantinople et des Dardanelles et de soumettre toute la Turquie, de s'emparer de toute la Galicie de l'Autriche-Hongrie, de porter un coup à l'Allemagne et de conclure avec elle un accord commercial à des conditions onéreuses, etc. Qu'est-ce qui, sous le tsarisme, a poussé non seulement les propriétaires terriens mais aussi la bourgeoisie (avant même qu'elle ait une part dans le gouvernement) à ces aventures ? D'abord et avant tout, la faiblesse du marché intérieur. Le paysan était plumé jusqu'à la moelle par le propriétaire, le salaire de l'ouvrier était maigre. D'où la politique que le ministre du Tsar, Vyshnegradsky, a caractérisée par ces mots : « Nous aurons faim mais nous exporterons. » D'où l'aventure en Extrême-Orient - et la « guerre russo-japonaise », au cours de laquelle, soit dit en passant, tous les secteurs de la société russe, à l'exception de l'aristocratie propriétaire, souhaitaient la défaite du gouvernement tsariste. D'où, également, la participation de la Russie à la guerre mondiale, avec un programme impérialiste frénétique (ici, les exportateurs de céréales ont joué le plus grand rôle).

Prenons maintenant l'U.R.S.S. Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour observer qu'en U.R.S.S. *la demande n'est pas inférieure mais supérieure à l'offre*. Dans notre pays, le marché intérieur est extrêmement fort. Malgré l'énorme échelle de production, il y a une pénurie de marchandises, il y a encore trop peu de marchandises en vente.

Le système socialiste contient en lui-même des possibilités beaucoup plus grandes pour les forces productives de se développer, pour le travail d'augmenter sa productivité et pour la technique de progresser. Mais en Union soviétique, notons-le, cela ne peut aboutir ni au chômage ni à la surproduction. Notre économie nationale est conduite non pas en vue de réaliser des profits pour une classe capitaliste, mais pour satisfaire les besoins des masses. Cela signifie que lorsque la production d'articles nécessaires est augmentée, leur consommation est proportionnellement accrue, et non pas rejetée à la mer comme le café brésilien. Si des articles totalement superflus sont produits - une éventualité hautement improbable - des corrections peuvent être apportées dans le processus de production lui-même. Dans l'économie planifiée, il est facile de redistribuer les forces productives ; elles peuvent être transférées à de nouveaux secteurs, engendrant de nouveaux besoins et fournissant aux masses de nouvelles lignes de production. Il n'y aura jamais de menace de chômage, et l'augmentation universelle de la productivité du travail ne fera qu'accroître l'abondance, réduire la journée de travail et laisser plus de place au développement culturel.

Ainsi, le motif inhérent à la nature même du système capitaliste, qui engendre la plus-value et empêche sa réalisation - le motif qui se manifeste de la manière la plus flagrante à l'époque de l'impérialisme et pousse les classes dominantes à la guerre - est réduit dans une société socialiste à une absurdité absolue.

C'est pourquoi la mendicante Russie tsariste, où les "dix mille" propriétaires et bourgeois supérieurs vivaient dans la splendeur tandis que les masses mouraient de faim, a poursuivi une politique de guerres de conquête. Et c'est pourquoi l'URSS, qui s'enrichit rapidement en ce sens que le bien-être se répand dans toute la masse du peuple alors que la richesse sociale est concentrée dans les mains de l'État socialiste, poursuit une politique exactement opposée, la politique de paix. L'U.R.S.S. n'est pas intéressée par des conquêtes dans quelque direction que ce soit. Mais elle est intéressée, très profondément et durablement, par la paix. Que reste-t-il donc du célèbre argument selon lequel l'U.R.S.S. "poursuit la politique des tsars" ?

Il existe un autre sophisme géopolitique en circulation qui se présente plus ou moins comme suit. Les faits restent les faits : en 1914, la Russie était en conflit avec le Japon en Extrême-Orient ; en 1914-18, elle était en conflit avec l'Allemagne ; la même chose se produit à nouveau, *mutatis mutandis*, et les lois géophysiques fondamentales se fraient à nouveau un chemin à travers tous les obstacles.

Que répondre à ce sophisme ?

D'abord, les faits eux-mêmes sont déformés. Par exemple, en 1914 et dans les années qui ont suivi, le Japon était de mèche avec la Russie contre l'Allemagne ; aujourd'hui, le Japon est de mèche avec l'Allemagne contre l'U.R.S.S. Les samourais japonais ont même été proclamés Prussiens orientaux d'origine aryenne.

Deuxièmement, la question doit être formulée plus clairement. De quoi s'agit-il, en effet ? Ce que nous discutons, ce n'est pas le simple fait d'un conflit (car un conflit suppose au moins deux parties - notre objet n'étant pas ici d'analyser les luttes intérieures d'un Hamlet), mais la politique d'une partie et la politique d'une autre. Après cette dissection logique, la question devient parfaitement claire. Au Japon, le pouvoir est entre les mains d'à peu près les mêmes classes qu'auparavant, et le Japon poursuit sa politique d'agression impérialiste, se dirigeant vers la guerre. L'U.R.S.S. n'est pas la Russie tsariste et le changement radical du système économique du pays exige une politique exactement opposée, la politique de paix. Néanmoins, la guerre *peut* éclater, car la situation n'est pas déterminée par la volonté unilatérale de paix des Soviétiques. La guerre peut nous être imposée. La contiguïté des frontières et du territoire a certainement une influence ici, mais pas directement, et la culpabilité de la guerre n'incombera pas à "la terre" mais à l'impérialisme japonais.

Enfin, il existe un autre argument avec lequel les adversaires de l'U.R.S.S. tentent de discréditer la politique étrangère soviétique. Il est régulièrement brandi par Herr Hitler et ses agents idéologiques. Il se présente, en gros, comme suit : Le national-socialisme est fondé sur la "nationalité" ("*Volkstum*", "*Volksgemeinschaft*") ; il s'occupe des affaires intérieures de l'Allemagne ; le national-socialisme est un socialisme *national* et n'est pas super ou supra-national. En conséquence, il ne se mêle jamais des "affaires des autres", mais parle exclusivement *pro domo sua*. À l'inverse, le soviétisme -- bolchevisme, communisme -- a une orientation super- et supra-nationale ; c'est une force internationale, qui rêve de domination mondiale ; c'est le *spiritus rector* de toute sédition et agitation.

Il est clair que cet argument est intimement lié à notre thème.

Tout d'abord, quelques mots sur l'Allemagne de Herr Hitler. Les fascistes allemands, il est vrai, sont des idolâtres du fétiche de la soi-disant "pureté de la race" ; ils vont jusqu'à castrer ceux qui ne sont pas de purs Aryens et à emprisonner des gens pour le "crime" de relations sexuelles avec des hommes et des femmes non aryens. Ils propagent l'autarcie économique-nationale, comme un récipient contenant le corps et le sang saint et précieux de la "race aryenne nordique". Mais ce serait une absurdité puérile de supposer que cela mène à une politique de "non-interférence". C'est tout le contraire. L'action fasciste est des plus énergiques dans tous les pays étrangers. Et cela se comprend aisément, car leur "étroitesse nationale" même n'est ni plus ni moins que le serrement du poing militaro-économique et idéologique. Leur orientation est celle de l'hégémonie mondiale, qui implique l'écrasement et l'asservissement de toutes les autres nations. Non, bien sûr, ils ne sont pas internationalistes. Mais ils sont des oppresseurs nationalistes potentiels de toutes les autres nations (celles de "bas degré"). C'est précisément de ce point de vue que les nazis s'immiscent dans les affaires intérieures de tous les autres États. Il faut savoir, par exemple, que même dans le cas des

États-Unis, les nazis comptent sur les millions de citoyens de sang allemand pour agir contre les éléments anglo-saxons et autres. En fait, c'est à la crainte d'une révolte allemande que Herr Colin Ross attribue l'attitude défavorable des Américains à l'égard du national-socialisme⁴. Partant du principe que "l'Amérique actuelle est fatiguée et vieille, étonnamment vieille" ("*das heutige Amerika ist müde und alt, erstaunlich alt*"), l'auteur menace d'un bouleversement national des millions d'Allemands "qui se connaissent". Herr Rosenberg utilise à peu près les mêmes arguments ("salut" de l'Ukraine ou des Allemands de la Volga) dans ses appels à la guerre contre l'U.R.S.S. Il est donc tout à fait vain pour les nazis de se faire passer pour des enfants offensés, occupés à laver du linge purement domestique. Cet argument est fallacieux.

Cependant, *revenons à nos moutons*. Croyons-nous au triomphe mondial du socialisme ? Bien sûr que nous y croyons. De plus, nous savons avec certitude que cela se produira, en raison des contradictions internes du capitalisme, par la victoire des forces historiquement progressistes en son sein. Nous savons que notre diagnostic et notre pronostic sont scientifiques et exacts. Mais cela signifie-t-il que l'U.R.S.S. doive s'immiscer dans les affaires des autres États ou mener une politique de conquête ? Bien sûr que non. Car la meilleure "propagande" de toutes est le fait même de l'existence et du développement ininterrompu des nouvelles relations économiques et de la nouvelle culture. Ce serait pure stupidité que d'interrompre ce processus.

Il s'ensuit que, non seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue purement politique - non seulement du point de vue de l'U.R.S.S. proprement dite, mais aussi du point de vue de la victoire finale du socialisme dans le monde - il est tout à fait insensé de penser que l'État prolétarien puisse adopter une politique de guerre. Et en ce qui concerne les "derniers jours" et le "règne mondial du communisme", l'histoire tranchera cette question. "*Que les destinées s'accomplissent !*"

Cependant, dans l'intérêt d'une pleine clarté scientifique, nous ne pouvons laisser sans réponse un autre argument contre la présentation marxiste de la question concernant les destinées de la société. Il est exposé dans un article de *La Table Ronde* (n° 99) intitulé "L'économie et la guerre". L'auteur affirme que le marxisme a tort, car :

Si, comme le soutiennent ses disciples, le système économique existant mène intrinsèquement à la guerre des classes, qui, de par sa nature, traverse les frontières nationales, alors il ne peut certainement pas aussi mener intrinsèquement à la guerre entre les nations, dans laquelle toutes les classes sont rangées côte à côte contre leurs camarades d'un autre pays. . . . Car l'expérience prouve amplement que la guerre est la grande occasion pour les forces de gauche de renverser le régime établi. Le communiste calculateur, bien plus que le capitaliste calculateur, devrait fomenter la guerre.

J'ai le regret de dire que l'auteur se trompe sur tous les points. La guerre "entre nations" (ou plutôt entre États capitalistes) unit formellement les classes, mais seulement pour aggraver encore plus tard les antagonismes de classe et accélérer le processus révolutionnaire. C'est ce qui s'est passé en Allemagne et en Autriche, c'est ce qui s'est passé en Russie, où le parti révolutionnaire a pu aller jusqu'au bout. C'est précisément pour cette raison que la guerre permet aux "forces de gauche" de "renverser le régime établi". Mais elles sont capables de le faire pour la raison supplémentaire qu'elles rallient les masses contre la guerre. C'est en tant que force de paix, la seule force de paix cohérente, qu'elles sont victorieuses - et non pas en tant que "communiste calculateur" fictif et

⁴ *Zeitschrift für Geopolitik*, XII Jahrg., 3 Heft. p. 135 : "Idee und Zukunftsgestaltung der Vereinigten Staaten von Amerika".

stupidement intelligent imaginé par *la Table Ronde*. En ce qui concerne les capitalistes, ils sont poussés par les forces aveugles, supra-rationnelles et élémentaires d'une société non organisée. L'un des traits caractéristiques de cette société est que les gens obtiennent des résultats tout à fait différents de ceux qu'ils souhaitaient : ainsi, aucun des capitalistes n'a voulu la crise, mais la crise est le résultat de leurs actions. C'est la loi dite de l'hétérogénéité des buts, caractéristique de la société irrationnelle (capitaliste) et inexistante dans la société rationnelle et organisée (socialiste). Ainsi, la politique de paix de l'État socialiste n'est pas pour lui une simple "conjoncture" passagère, pas un zigzag temporaire dans la politique, pas un compromis opportuniste. Elle exprime l'essence même du système socialiste.

Nous ne sommes pas obligés de penser pour les capitalistes. Mais, contrairement aux conseils de *la Table Ronde*, nous sommes et resterons pour la paix, la paix et encore la paix. Et c'est précisément pour cette raison que nous vaincrons dans une guerre si les impérialistes nous en imposent une.

V. LE SYSTÈME DES ÉTATS PROLÉTARIENS : LE COMMUNISME ET LA GUERRE

Il sera maintenant facile de répondre à la question de savoir si les guerres entre États prolétaires seront possibles - guerres pour les marchés, pour les matières premières, pour les sphères d'investissement en capital - et si les guerres seront possibles sous le communisme, c'est-à-dire au stade ultérieur de l'évolution de l'humanité, après qu'elle aura déjà adopté le socialisme.

Les motivations de base sont représentées par des intérêts précis. Le système économique mondial du régime capitaliste est divisé en unités économiques "nationales" aux intérêts contradictoires (nous mettons le mot "national" entre guillemets, car ce terme englobe les États bourgeois composés de nombreuses nationalités). La forme la plus aiguë de conflit dans laquelle ce conflit d'intérêts trouve son expression est la guerre entre ces États. La guerre est une forme spéciale de la concurrence capitaliste, propre au monde capitaliste en tant que tel. La question des relations entre les États prolétariens est tout à fait différente.

Logiquement, il n'y a pas de conflit d'intérêts réels entre les États prolétariens ; au contraire, leur intérêt réel est de coopérer au maximum. Dès le départ, cet intérêt réel se réalise comme le motif moteur de toute activité, car il est proportionné à tout le système du travail rationnellement organisé et à l'idéologie du prolétariat révolutionnaire.

Génétiquement, le processus même de la lutte menée par les États prolétariens pour leur existence les unira plus étroitement encore. Il ne fait aucun doute qu'après un certain stade de développement, des tendances centripètes extrêmement puissantes se révéleront - des tendances vers une union étatique des républiques prolétariennes.

Empiriquement, l'expérience de l'URSS confirme pleinement ces considérations. La Russie tsariste s'est effondrée comme un tout et, dans les régions où la bourgeoisie est restée au pouvoir (Finlande, Estonie, Lituanie, Pologne), elle s'est divisée et forme maintenant des éléments mutuellement antagonistes (cf. Pologne contre Lituanie). En revanche, là où les ouvriers ont été victorieux, ils ont rejoint l'Union des républiques prolétariennes, unies par un plan économique unique et un gouvernement centralisé, mais organisées en fédération. Les nations constitutives

jouissent de tous les droits, et leurs diverses cultures, nationales dans leur forme et socialistes dans leur contenu, s'épanouissent maintenant comme jamais auparavant. Ceci, bien sûr, est loin d'être un accident ; c'est une manifestation de la loi historique la plus profonde, liée à une nouvelle structure sociale.

Avec l'épanouissement des États prolétariens dans le monde entier, la guerre deviendra inutile. La guerre sera impossible dans un système de société communiste unifiée, où il n'y a pas de classes et même -- *horribile dictu* -- pas de pouvoir d'État coercitif ni d'armées. Cette société va réellement "transformer les épées en socs de charrue" et libérer des masses gigantesques d'énergie pour le travail créatif national au profit de toute l'humanité. Si même les premières phases historiques du développement socialiste dans notre pays ont déjà produit des résultats créatifs aussi brillants que le mouvement Stakhanov et les exploits héroïques accomplis par notre jeunesse dans tous les domaines de la culture, alors quelles sources abondantes de richesse sociale jailliront dans la splendide société fraternelle du communisme !

Cela, dira-t-on, est utopique. Mais nous savons très bien qu'Aristote n'était pas un fou, qu'il était l'un des plus grands hommes de tous les temps. Pourtant, il soutenait que la société était inconcevable sans esclaves. Il n'y a pas si longtemps, les planteurs des États du Sud soutenaient que les Noirs sont des esclaves innés. Ainsi, aujourd'hui, les bourgeois et leurs petits "Aristote" soutiennent que la société serait aussi inconcevable sans guerre que sans esclavage salarié, et que l'URSS est un *lapsus historiae*. Qu'ils le pensent. *Qui vivra verra*.

Table des matières

I. LA "GÉOPOLITIQUE" EN THÉORIE ET EN PRATIQUE	2
II. LE "PERPETUUM MOBILE" DANS LES GUERRES	3
III. QU'EST-CE QUE L'IMPÉRIALISME ?	5
IV. L'IMPÉRIALISME ET L'U. R. S. S.	7
V. LE SYSTÈME DES ÉTATS PROLÉTARIENS : LE COMMUNISME ET LA GUERRE	11